

## Arrêté du Maire

**Arrêté provisoire de la circulation : TRAVAUX DANS CHAMBRE TÉLÉCOM SISE 09-13 RUE HOLTZER À UNIEUX (42) POUR RACCORDEMENT FIBRE OPTIQUE.**

**O B J E T : Stationnement et dépassement interdits, limitation de vitesse et neutralisation de chaussée au droit des travaux 09-13 Rue HOLTZER à UNIEUX.**

Le Maire de la Commune d'UNIEUX,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-21, L 2122-24, L. 2122-27, L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 ;

**Vu** le Code de la Route et notamment les articles L 325-1 et suivants, L 411-1, R 110-2, R 325-1 et suivants, R 411-8, R 411-21-1, R 411-25, R 411-26, R 413-1 et R 417-1 et suivants relatifs à la réglementation de la circulation ;

**Vu** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière ;

**Vu** le Code Pénal notamment l'article R610-5 ;

**Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, du 22 octobre 1963 relatif à la signalisation des routes et autoroutes approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié ;

**Vu** l'arrêté initial N°131/2022 du 27 Juin 2022 de la Mairie d'UNIEUX, les travaux n'ayant pu avoir lieu ;

**Vu** la nouvelle demande en date du 19 Septembre 2022, formulée par mail par Mme Céline DUCHAMP, Assistante de production DFS, effectuant la demande pour le compte de l'entreprise **SOGETREL** sise **Rue Pierre Georges LATÉCOÈRE – Parc des Essards Lot N°5 – 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON** en charge de la réalisation de travaux de raccordement à la fibre optique au **09-13 Rue HOLZER à UNIEUX (42)** au profit de Mme Sophie RODAMEL, cliente finale résidant au 16 Rue HOLTZER 42240 UNIEUX ;

**Considérant** qu'il convient de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de permettre la réalisation des travaux, d'assurer la réglementation de la circulation, et la sécurité publique ;

### Arrête

**ARTICLE 1<sup>er</sup>**: Afin de permettre la réalisation des travaux désignés ci-dessus, prévus le **Vendredi 07 Octobre 2022** des restrictions de circulation sont mises en place.

Durant toute la durée d'intervention de l'entreprise mandante sur le chantier considéré, la vitesse sera limitée à **30 km/h**, le **stationnement et le dépassement** seront interdits au droit des travaux pour permettre à l'entreprise de travailler en toute sécurité. La chambre télécom étant située sous chaussée impaire, **cette voie de circulation sera neutralisée**, pour permettre à l'entreprise de réaliser son chantier et également pour faciliter le stationnement de ses objets mobiliers au plus près de celui-ci. **Le présent arrêté vaut autorisation d'occupation temporaire du domaine public.**

**ARTICLE 2** : Une semaine avant le début des travaux, l'interdiction de stationner sera affichée au droit des travaux afin d'informer au préalable les riverains et usagers, des opérations à venir.

Pendant toute la durée de l'intervention de l'entreprise mandante sur le chantier considéré, une signalisation réglementaire **devra obligatoirement être mise en place** par l'**entreprise intervenante** responsable des travaux, en **amont et en aval de celui-ci**, à une **distance suffisante**, pour informer les usagers circulant sur l'axe considéré et impacté ou souhaitant s'engager sur cet axe, des restrictions de circulation et des travaux en cours.

Pour permettre l'accès, la réalisation et la sécurisation des travaux, **la voie impaire sera neutralisée** le strict temps du raccordement et **la circulation des véhicules se fera sur une chaussée réduite**, régulée par alternat au moyen de **piquets K10 ou de feux tricolores**.



**Le chantier devra être constamment sécurisé et signalé tant pour les véhicules que pour les piétons.** L'ensemble de la signalisation (interdiction, rétrécissement, balisage...) est à la charge de l'entreprise intervenante. Un effort sera apporté à la signalétique pour les usagers qui devra être claire et visible en toute circonstance, l'intervention se situant en pleine voie. **Le bénéficiaire est responsable des accidents pouvant intervenir par défaut ou insuffisance de signalisation.**

Sauf impossibilité technique, l'accès aux immeubles riverains et la viabilité de l'axe devront être maintenus s'agissant de l'axe traversant principal de la commune. **Des lignes régulières de BUS utilisent cet axe et les facilités de passages devront leur être accordées.** L'équipe intervenante devra être en possession du présent arrêté sur le lieu des travaux.

Le bénéficiaire est responsable des accidents pouvant intervenir par défaut ou insuffisance de signalisation.

**ARTICLE 3 :** Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation routière qui les portera à la connaissance des usagers. L'affichage du présent arrêté sur le lieu des travaux est obligatoire.

**ARTICLE 4 :** Toutes infractions aux présentes dispositions seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.**

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'exécution des travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 6 : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable,** et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

**ARTICLE 7 :** Mme la Directrice Générale des Services de la mairie d'UNIEUX, M. le Commissaire de Police à FIRMINY, M. l'Agent de Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 8 :** Copie du présent arrêté sera transmise à :

- SOGETREL, Rue Pierre Georges LATÉCOÈRE 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON ;
- M. le Commissaire de Police à FIRMINY ;
- Réseau STAS ;
- Monsieur l'Agent de la Police Municipale d'UNIEUX.

Le Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
- certifie que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification. Il peut-être saisi en ligne par le biais du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait en Mairie d'UNIEUX,

Le 19 Septembre 2022

**Le Maire**

**Christophe FAVERJON**



Pour le Maire et par délégation  
**Le Premier Adjoint**  
**Fabrice MIALON**